

L'augmentation principale quant aux achats de biens non durables en 1954 est celle de l'alimentation qui s'est accrue de 5 p. 100. Les achats de vêtements ont baissé de 5 p. 100 tandis que la dépense en tabac et spiritueux n'a pas changé. Le volume des achats de biens non durables a augmenté à peu près à l'égal de leur valeur.

En ce qui concerne les biens durables, les baisses, tout en étant généralisées, ont atteint spécialement les achats d'automobiles neuves qui ont diminué de 12 p. 100. Les achats de la plupart des appareils et meubles ménagers ont aussi reculé; les expéditions domestiques de lessiveuses et de réfrigérateurs ont diminué de 9 et 12 p. 100 et les importations de réfrigérateurs ont été coupées de 42 p. 100. La baisse des achats de ces biens durables et autres a été en partie contre-balancée par l'augmentation des ventes de téléviseurs dont les expéditions domestiques se sont accrues de 45 p. 100. Les prix de l'ensemble des biens durables ayant été légèrement inférieurs en 1954, il est estimé que le volume des achats a diminué d'environ 5 p. 100.

La plupart des groupes de services ont gagné du terrain en 1954, surtout les dépenses affectées au fonctionnement du ménage ainsi qu'aux services ménagers et à l'habitation. Les dépenses affectées aux soins médicaux, à l'éducation, aux soins personnels et aux véhicules de transport entretenus par l'usager ont aussi augmenté en 1954.

Les dépenses en biens et services de tous les échelons du gouvernement (fédéral, provincial et municipal) sont demeurées à peu près inchangées en 1954 pour se chiffrer par environ 4.4 milliards. Une baisse de plus de 100 millions (5 p. 100) à l'échelon fédéral a été contre-balancée par des augmentations de 5 et de 7 p. 100 aux échelons provincial et municipal. Il y a lieu de noter que les dépenses fédérales affectées à la défense en 1954 ont totalisé 1.7 milliard contre 1.9 milliard en 1953, soit une baisse de 9 p. 100 (dans le cadre des comptes nationaux) que n'a qu'en partie contre-balancée une augmentation des autres dépenses fédérales. L'augmentation de la dépense provinciale en biens et services a résulté des investissements publics plus considérables tandis que l'augmentation de la dépense municipale semble se rattacher au fort volume de la construction domiciliaire en 1954 qui a accru les besoins de voies publiques, d'écoles, de canalisations d'eau et d'égouts.

L'ascension constante des sommes consacrées aux biens de production, ascension caractéristique de l'après-guerre, s'est interrompue en 1954. Les placements domestiques bruts (sauf les placements affectés au *stockage*) ont diminué de 4.8 milliards en 1953 à 4.5 en 1954, soit une baisse de 6 p. 100. Si les dépenses consacrées aux machines et à l'équipement ont fort diminué (17 p. 100) et les dépenses consacrées à la construction non domiciliaire un peu diminué (3 p. 100), par contre les dépenses consacrées aux nouvelles habitations ont continué d'augmenter pour réaliser un gain de 9 p. 100 sur 1953.

La baisse des dépenses affectées par l'entreprise aux installations, aux machines et à l'équipement a été assez générale. Ce sont les fabrications, l'agriculture, la pêche et les services publics qui en ont le plus souffert. Les mines, les carrières et les puits de pétrole ainsi que la construction ont connu une légère baisse. Ces reculs sont en partie contre-balancés par une avance en ce qui concerne le commerce, la finance et les services commerciaux ainsi que par une légère augmentation quant à l'exploitation forestière et les institutions privées.

Au cours de 1954, les changements de la situation des stocks ont exercé une influence dominante sur le mouvement de l'ensemble de la production. La volatilité